

# Législatives : les partis de gauche accouchent d'un accord pour des «candidatures uniques»

Par Richard Flurin

Publié hier à 23:33, mis à jour il y a 14 minutes

**Au terme de négociations qui ont duré plus de six heures, PS, PCF, EELV et LFI sont parvenus à s'entendre «pour faire front populaire» .**

Il n'aura fallu qu'un peu plus de six heures pour que la fumée blanche ne s'échappe du siège des Écologistes. «*Un record*», fanfaronnait un communiste. Le Parti socialiste, La France insoumise, Les Écologistes et le Parti communiste français se réunissent au sein du «*nouveau front populaire*» en vue des législatives anticipées du 30 juin et du 7 juillet prochains. Les quatre principaux partis de gauche se sont entendus sur le principe de candidatures uniques. «*Dans chaque circonscription, nous voulons soutenir des candidatures uniques dès le premier tour*», stipule un bref communiqué. Les chefs de parti l'ont annoncé tout sourire devant une foule de jeunes manifestants réclamant à tue-tête un «*front populaire*» devant le QG des Verts où se sont tenues les négociations.

Les candidats «*porteront un programme de rupture détaillant les mesures à engager dans les 100 premiers jours du gouvernement du nouveau front populaire*», explique le texte partagé massivement par les différentes formations. Pas de détails à ce stade sur ce «*programme*» commun. «*Tout reste à faire, nous avons encore beaucoup de travail*», a assumé Marine Tondelier, secrétaire national des Écologistes à la sortie des négociations. Aucune information n'a été transmise non plus sur la répartition des circonscriptions entre les différents partis ou sur la personne proposée pour

devenir premier ministre en cas de victoire le 7 juillet. Des discussions devraient se poursuivre pour trancher les différents points, selon plusieurs sources.

## «Une logique de conquête démocratique»

Le premier secrétaire du PS, arrivé sur les coups de 19 heures, longtemps après les autres délégations, a tenu à rappeler à la sortie des négociations que ce «nouveau front populaire» ne se limitait pas aux seuls partis politiques. «*Le front populaire, ce ne peut pas être uniquement quelques partis politiques, c'est un engagement qui ira avec le monde syndical, associatif*», a-t-il martelé. Quelques heures plus tôt, la tête de liste du PS aux européennes a proposé le nom de Laurent Berger pour incarner la campagne de la gauche et devenir, en cas de majorité absolue, premier ministre. Sa sortie a manifestement été peu appréciée des Insoumis, qui ont dénoncé par la voix de leur coordinateur national Manuel Bompard «*une initiative personnelle*».

Cet accord de principe obtenu en relativement peu de temps intervient deux ans presque jour pour jour après l'accord de la Nupes pour les législatives de 2022. Après plusieurs jours de négociation, des candidats uniques de la gauche avaient été présentés dans les 577 circonscriptions. La coalition dominée à l'époque par LFI, qui avait réalisé un score de 21,95% à la présidentielle, avait permis d'envoyer 150 députés à l'Assemblée nationale. Jean-Luc Mélenchon, absent des tractations, n'a pas tardé à réagir lundi soir. «*Il est important de comprendre que nous ne visons pas un effet défensif mais une logique de conquête démocratique*», a-t-il écrit sur son blog.

[La rédaction vous conseille](#)

- **Législatives : Raphaël Glucksmann propose à Laurent Berger d'être premier ministre en cas de victoire de la gauche**
- **Raphaël Glucksmann : «Avec Mélenchon, nous n'avons pas le même rapport au monde ou à la vérité»**
- **Drapeau français arraché, bars attaqués, poubelles incendiées... Les manifestations de gauche «contre l'extrême droite» émaillées de tensions**

## Sujets

élections législatives

gauche

---